



## Synthèse du séminaire « Nouveaux conflits, nouvelle géopolitique »

*Ce premier séminaire s'est inscrit dans le cadre de la préparation au Forum Social Mondial 2015, et visait à soulever l'un des enjeux qui sera traité à Tunis. Il s'est tenu le 15 Janvier 2015 au DAL (Droit Au Logement) à Paris.*

*Nous avons eu la chance de pouvoir compter sur 4 intervenants : Bernard Dreano, Catherine Samary, Gustave Massiah et Nils Andersson. Ce débat fut animé par Jean-Michel Coulomb d'ATTAC.*

Aujourd'hui, nous ne reconnaissons pas de nouvelles zones de guerre, ce sont toujours les mêmes zones de conflits où la violence s'est intensifiée et où la guerre semble subsistée. Ces affrontements, à l'intérieur même des pays et donc nommés à juste titre « guerres intra-étatiques », ne connaissent pas de réel « début » ni de fin définitive.

La plupart de ces conflits se situent dans « l'arc des tempêtes » allant de l'Atlantique jusqu'au Pakistan et comprenant : l'Afrique Subsaharienne et Australe mais aussi l'Europe de l'Est.

Par ailleurs, plusieurs aspects s'entrechoquent et prennent part à chaque conflit :

- En premier lieu, les prémices sont souvent des luttes démocratiques contre les dictatures.
- Ensuite s'en mêlent les aspects stratégiques et religieux. Stratégiques, car ces pays sont prisés par les puissances qui veulent protéger leurs intérêts économiques (accès aux matières premières, aux ressources naturelles) mais aussi « religieux » de par la création et l'intensification de mouvements extrémistes.

*Comment penser les guerres aujourd'hui ?*

Beaucoup d'entre elles échappent à ceux qui les ont déclenchées et sont constamment redéfinies, d'où l'impression qu'elles ne finiront jamais. Ce phénomène touche le monde entier puisqu'entre 1 et 2 milliards de personnes vivent aujourd'hui dans des zones de guerre.

Prenons l'Irak. Ce pays était une dictature féroce et a pourtant été victime de la stratégie de déstabilisation. Celle-ci a amené à l'effondrement de l'Etat en touchant l'un de ses piliers : la société civile. Après la « dé légitimation » de l'Etat puis le déclenchement de guerres internes, on observe l'apparition de propositions

d'idéologies islamistes. Les populations se retrouvent alors face à une situation qu'elles ne maîtrisent pas, ce qui déclenche une « cristallisation identitaire » soit une baisse du sentiment d'appartenance et une forte migration. La zone de chaos est donc créée.

Dans la région Maghreb Machrek, on remarque que la situation de l'Irak se répercute via une multiplication d'Etats fragiles, un véritable effet domino.

En parallèle, on observe un déclin de l'hégémonie occidentale et une bataille entre puissances dominantes dans chaque région pour garder la maîtrise des territoires. Cette situation peut s'apparenter à la notion de « guerre hybride », qui fut utilisée par les gouvernants polonais à l'égard de la forme d'intervention russe.

Ce type de guerre n'est pas forcément déclaré mais comprend une importante propagande appuyée par des moyens médiatiques colossaux. Le but : amener la désinformation de tous les côtés et donc la corruption, tout en manipulant la société civile. S'ensuit un sentiment de « complotisme » au niveau international.

L'Ukraine en est un exemple concret. En effet, ce pays est un conflit à la fois interne et international. Sa place stratégique explique la forte présence de l'OTAN qui souhaite maintenir sa position. Pourquoi ? Parce qu'il a dans cette région des enjeux importants : maintenir et redéfinir son pouvoir en Europe de l'Est pour consolider le pouvoir des Etats-Unis et essayer de stopper la croissance du bloc russe. En parallèle, la Russie s'allie à la Chine pour avoir les moyens de résister aux autres puissances. Ainsi, le conflit va au-delà des frontières et des intérêts de l'Ukraine.

Le monde évolue donc et les belligérants ne s'arrêtent plus à la simple occupation d'un territoire. Ils vont plus loin, ils déstabilisent, ils encouragent le chaos tout en sécurisant ce qui les intéresse vraiment comme le pétrole ou le sable bitumineux.

Ce contexte est donc très lié au système global.

*Quelles solutions ?*

**La négociation ?** Aujourd'hui, les pays occidentaux ont une forte responsabilité quant à la situation actuelle et ne peuvent plus gagner de guerre facilement face à des gens qui n'ont « pas peur de la mort ».

La solution n'est donc pas nécessairement militaire puisque la question se pose également en ces termes : doit-on confier aux militaires le soin de résoudre les problèmes étatiques ? La guerre ne suffira pas et ne fera qu'aggraver la situation. Mais comment alors réussir ces négociations ?

**L'application des droits ?** Il y a un grand nombre de progrès fait sur le papier, en matière de droit de la guerre : désarmement, droit international par rapport aux crimes contre l'humanité. Mais il subsiste un paradoxe : ces traités sont rarement

signés par les pays agressifs ou en situation de guerre. La juridiction internationale est pourtant censée pénaliser les auteurs de crime contre l'humanité mais on voit très peu d'applications réelles.

**Une institution supra-étatique ?** L'OMC est remplacée par des traités libre-échangistes. Ces traités entre Europe/USA et Europe/Canada soulignent l'idée de mettre en place une institution qui déciderait et aurait un droit de regard et de veto sur les nouvelles lois votées. Mais cette création d'un contrôle supra-étatique échappera-t-elle au contrôle démocratique ?

*Des questions qui amènent au FSM 2015*

Aujourd'hui il n'est plus possible de ne penser que d'un point de vue « géopolitique », nous devons prendre en compte d'autres dimensions comme l'écologie ou le social.

Ces dimensions seront traitées au Forum Social Mondial 2015 qui se tiendra à Tunis du 24 au 28 Mars prochain.

Au début des FSM, l'idée que le droit international et les institutions internationales pouvaient faire évoluer les choses primait. Mais aujourd'hui, c'est le capitalisme financier qui a le pouvoir ; synonyme de victoire du néolibéralisme ?

Ainsi, ce forum risque d'être sujet au scepticisme mondial du « à quoi ça sert ? ». En effet, une forte mobilisation tunisienne est observée, mais pourra-t-on poser la question sociale à l'échelle mondiale ?

A l'heure actuelle, les mouvements à l'échelle internationale convergent sur des grandes thématiques : situation des femmes, des jeunes, de la Palestine, du Sahara Occidentale, du climat, de la situation financière, des migrants, des droits et de la paix. Ces questions s'apparentent à la nature même du forum : amener à réfléchir à une stratégie sociale mondiale.

Aussi, en lien avec le thème de ce séminaire, ces mouvements connaissent un des plus gros défis actuels : Comment amener une réaction citoyenne face à la stratégie de déstabilisation qui sévit dans les Etats ?

**Cas pratique : faut-il négocier avec Daesh ? – intervention de Nils Andersson**

On peut être musulman sans être terroriste, mais on est aujourd'hui confronté au salafisme du Djihad qui est celui de Daesh. De la même façon que lors de la 2<sup>d</sup> guerre mondiale il ne fallait pas confondre les allemands avec les nazis, il ne faut pas maintenant confondre les salafistes avec les salafistes de Daesh.

Il faut combattre Daesh, ce combat est une nécessité, mais il n'est pas possible que cette guerre soit menée par une coalition occidentale, par ceux-là même qui ont, de par leurs politiques, engendré les conditions propices à l'existence de Daesh. Les mêmes bombes que celles qui ont créé le problème ne peuvent contribuer à le résoudre. Il faut donc que l'on arrive à une multilatéralisation de la lutte contre Daesh, qui ne serait pas juste un conflit entre l'Occident et le Moyen-Orient. Nous sommes là face à un système fasciste qu'il faut combattre de partout.

Des kurdes, des tchéchènes et des musulmans résistent à Daesh, or on constate que la Turquie sabote cette résistance et que l'Europe ne les aide pas. La France se dérobe donc et les USA mènent une fausse guerre contre Daesh puisqu'ils mènent une politique du chaos qui ne pourra en rien ramener paix et stabilité dans la région. Donc, il ne faut pas forcément négocier avec Daesh comme on le ferait avec d'autres, mais il faut éviter la guerre actuelle qui ne fait que grossir leurs rangs. Cette situation ne peut pas mener à une solution. Oui il faut se battre contre Daesh qui est aussi ressenti comme un ennemi dans les pays arabes. Mais il faut sortir du débat franco-français.